

**Convention collective régionale**

IDCC : 1315. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES ET CONNEXES  
(HAUTE-MARNE ET MEUSE)**

**(1<sup>er</sup> octobre 1984)**

(Etendue par arrêté du 27 juin 1985,  
*Journal officiel* du 5 juillet 1985)

■ *Journal officiel* du 18 février 2009

**Arrêté du 11 février 2009 portant extension d'un avenant à la  
convention collective des industries métallurgiques, mécaniques  
et connexes de la Haute-Marne et de la Meuse (n° 1315)**

NOR : MTST0903468A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1979 et les arrêtés successifs, notamment  
l'arrêté du 6 décembre 2007, portant extension de la convention collective  
des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Haute-Marne et  
de la Meuse, mise à jour le 10 octobre 1984, et des textes qui l'ont complé-  
tée ou modifiée ;

Vu l'avenant du 7 juillet 2008, relatif à la prévoyance, à la convention  
collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 26 novembre 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du  
6 février 2009,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application de la convention collective des indus-  
tries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Haute-Marne et de la

Meuse, mise à jour le 10 octobre 1984, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant du 7 juillet 2008, relatif à la prévoyance, à la convention collective susvisée, à l'exclusion des termes « et au plus tard », figurant au dernier alinéa du III (Dénonciation partielle) de l'article 1<sup>er</sup>, comme étant contraires aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 2261-10 du code du travail.

L'antépénultième alinéa du III de l'article 1<sup>er</sup> est étendu sous réserve de l'application des dispositions du second alinéa de l'article L. 2261-10 du code du travail.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 février 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBREXELLE

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/39, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.